

LDH reçu le

- 9 JUL. 2018

00466

Com
DC
JFM
MS
MA.

*Le Chef de Cabinet
du Président de la République*

Monsieur Malik SALEMKOUR
Président de la Ligue des droits de l'Homme
(LDH) – France
138 RUE MARCADET
75018 PARIS

Paris, le 05 JUL. 2018

Monsieur le Président,

Vous avez souhaité appeler l'attention du Président de la République sur la protection des données au niveau européen, conjointement avec Monsieur Dominique GUIBERT, président de l'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme.

Comme Monsieur Emmanuel MACRON l'a indiqué le 24 mai dernier, la régulation numérique européenne est le défi de notre génération. Le Règlement Général pour la Protection des données (RGPD), entré en vigueur le 25 mai, constitue à cet égard un exemple des choix courageux que l'Europe est capable de faire pour affirmer son modèle et protéger ses concitoyens.

Le RGPD représente une opportunité pour que les citoyens reprennent le contrôle sur leurs données et que les entreprises développent de nouvelles mesures de sécurité. Désormais, les collectivités, plateformes et entreprises qui collectent des informations personnelles doivent tenir les citoyens informés de ce qu'elles conservent et de leur utilisation.

Cette nouvelle régulation crée par ailleurs des sanctions, jusqu'à 4% du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise qui ne la respecterait pas. Elle introduit également le droit à la portabilité permettant aux citoyens de récupérer les données qui les concernent en cas de changement d'opérateur ou de service en ligne, et de demander aux plateformes de supprimer toutes les données qu'elles possèdent sans pouvoir opposer aux utilisateurs l'incompatibilité des services.

C'est un changement de paradigme majeur, en particulier pour les entreprises, qui doit conduire les acteurs à mettre en place toutes les règles de sécurité et de responsabilité, la Commission nationale informatique et libertés s'assurant de leur bonne mise en œuvre et du respect de la loi.

.../...



Dans ce contexte, soyez certain que le Chef de l'Etat a pris note de vos préoccupations et de vos réflexions qui viennent enrichir les travaux menés par les dirigeants européens sur la souveraineté numérique de l'Europe.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



François-Xavier LAUCH

Référence à rappeler
PDR/SCP/BEAR/B070941